Allemagne : réexamen de 4.500 dossiers de demandeurs d'asile, suite au scandale du bureau des migrations

03/05/2018 à 4h23

À la suite d'un scandale à la succursale de Brême du Bureau fédéral de l'immigration et des réfugiés (BAMF), plus de 4.500 dossiers d'asile seront réexaminés et des politiques plus strictes mises en place. Un ancien directeur d'une succursale de la BAMF a accordé l'asile à au moins 1.200 personnes, même si les conditions n'étaient pas réunies, a révélé une enquête conjointe des médias la semaine dernière.

Les procureurs fédéraux examinent actuellement l'ex-fonctionnaire, qui aurait pris les décisions en matière d'asile entre 2013 et 2016 avec l'aide d'une équipe d'avocats. Dans la plupart des cas, les requérants seraient des yézidis, une minorité religieuse kurde.

En réponse à cette affaire, le ministère fédéral de l'Intérieur promet des examens plus approfondis des demandeurs d'asile, a déclaré mercredi Stephan Mayer, secrétaire d'Etat parlementaire au ministère de l'Intérieur.

Le BAMF a déjà commencé un nouveau système d'assurance qualité, en place depuis septembre, en mettant l'accent sur les erreurs de procédure, a déclaré un porte-parole du ministère de l'Intérieur à la DPA. Pour mieux évaluer les candidatures, plusieurs nouveaux employés ont été embauchés et le «principe des quatre yeux» est en train d'être mis en place.

Les protocoles plus stricts ont été salués par la porte-parole de la migration du Bundestag (parlement allemand), Linda

Teuteberg, qui a qualifié la révision de “*en retard*“. “*Ce n’est que de cette manière que nous pourrons vraiment saisir l’ampleur des problèmes et rétablir la confiance des citoyens dans un processus constitutionnel ordonné*“, a déclaré Teuteberg.

Pourtant, Ulla Jelpke, politicien de Die Linke (parti de gauche), a critiqué les procédures plus dures, disant qu’elles feraient peur aux demandeurs qui ont désespérément besoin de protection. “*Ce ne devrait pas être des réfugiés qui doivent payer pour les erreurs d’une autorité systématiquement surchargée*“, a-t-elle dit.

Les problèmes structurels de BAMF vont plus loin que ne le démontre l’affaire de Brême, a déclaré Luise Amtsberg, porte-parole de la politique des réfugiés du parti des Verts. “*Pendant des années, nous avons demandé des consultations sur les procédures d’asile, l’emploi d’interprètes qualifiés et la formation et la supervision de ceux qui prennent des décisions en matière d’asile*“, a-t-elle déclaré.

The Local

Merci à **livercingetorix** pour l’info et la traduction